

## **SUR QUELQUES EVIDENCES SOIGNEUSEMENT CACHEES**

Qu'est-ce que la mondialisation ? C'est s'arroger le droit de traiter la planète en tant que champ commercial uniformisable, totalement déréglementé, permettant donc d'échanger les marchandises et surtout l'argent sans contraintes, c'est à dire sans référence aucune à quelque aspect social ou éthique que ce soit. C'est par conséquent le triomphe de la loi du plus fort, le brigandage universel normalisé, une sorte d'hypermarché global. A cela certains rétorqueront, non pas que c'est faux (difficile à nier...) mais que c'est par ailleurs un travail globalement favorable à la paix et à la démocratie, par les échanges qu'elle implique entre les peuples, et qu'en cela la mondialisation mérite attention. C'est la même supercherie que celle qui consiste à tenter de faire croire que la « croissance » au sens de l'accumulation de capital est synonyme d'enrichissement global. Détournement de sens de la plus grande gravité, puisqu'il est aisé de constater qu'au contraire l'accroissement du profit est générateur de pauvreté, d'exclusion et que l'optimisme des milieux d'affaires n'arrange rien aux problèmes sociaux, au contraire. Les plus éminents stratèges mondiaux le reconnaissent, tel Bill Clinton qui vante les mérites de la « net-économie », les extraordinaires occasions de profit que procure l'activité des « start-up » Internet, ce qui ne le dispense pas de faire allusion au trop évident danger du « *digital divide* », cette aggravation de la fracture sociale due à l'inégal accès aux nouvelles technologies.

Une chose évidente est soigneusement tenue dans l'ombre de la langue de bois : il est impossible de travailler avec constance à faire régner la loi de la jungle et d'alimenter avec autant d'acharnement le mythe de l'Etat de droit, au moment précisément où la domination des affaires publiques est si manifestement l'affaire des maffias. La paix n'a jamais été aussi clairement celle des puissants. On monte en épingle les initiatives « mondiales », à savoir généralement états-uniennes, les alliances européennes dans le but de mettre fin aux excès de tel ou tel dictateur au petit pied. On oublie de se préoccuper des génocides qui ne troublent pas l'accumulation du profit (l'Afrique est si pauvre...) et on détourne pudiquement le regard d'une Russie qui élimine physiquement un petit peuple qui n'a eu que le tort d'être un bouc émissaire pratique lorsqu'il a fallu régler des problèmes internes de pouvoir, donc de maffias.

La démocratie est le maître mot et l'on parle même sans rire de « démocratiser la mondialisation ». Dans un article du Monde qui porte d'ailleurs ce titre, André Fontaine cite une déclaration de Woodrow Wilson faite à la fin de la dernière guerre mondiale : « *Nous avons créé cette nation pour rendre les hommes libres et nous n'avons pas à restreindre notre conception et notre dessein à l'Amérique ; nous allons à présent rendre les hommes libres. Si nous ne le faisons pas, toute la gloire de l'Amérique s'effacerait et toute sa puissance se dégraderait.* » Voilà qui est bien la preuve, si toutefois il en était besoin, de ce que les Etats-Unis sont les héritiers contemporains des empires qui se sont toujours relayés pour mettre le monde en coupe réglée. La déclaration a de l'allure, est aussi brillante que celle d'un fervent universaliste français, chez qui elle ne peut que rencontrer un écho favorable, admiratif, peut-être un peu agacé... Nous avons là le moteur d'un comportement colonialiste qui ravage la planète. Et plus particulièrement l'Afrique, depuis si longtemps dépossédée de sa dignité et pillée. Walter Veltroni, ancien ministre Italien des biens culturels, remet la logique à l'endroit à ce propos en intitulant, dans Le Monde du 15/04/2000, un article : « *Notre histoire commence en Afrique* ». Ce qui est jusqu'à présent la longue histoire d'un saccage devrait être l'occasion primordiale d'une politique humanitaire, solidaire, à la mesure du désastre. Mais de la part de qui ? De la part des maffias qui se disputent le pouvoir ? C'est donc surtout l'occasion de vérifier que, dans le cadre de pouvoir existant, aucune solution humanitaire n'est réaliste.

Ainsi va la démocratie. Elle est devenue un rite qui consiste à obliger le « citoyen » à voter (pour moi, pas pour mon voisin...) sans lui laisser le moindre choix politique. La démocratie a hérité des défauts de la loi de la majorité, en n'oubliant pas de

les aggraver au passage. Il semble naturel que la position de la majorité soit celle qui prévaut. A la seule condition que cela n'interdise pas le débat d'idées et que la « légitimité » de la majorité soit mesurée à l'aune de sa popularité... Voilà qui est rangé dans les placards de l'histoire depuis longtemps, si tant est que cela ait vu le jour quelque part. La mondialisation est un rouleau compresseur qui n'admet pas de résistance : impossible de discerner alors des politiques dites de droite des politiques dites de gauche, si ce n'est à l'alternance sur la scène publique des maffias qui les soutiennent. L'écœurement du « citoyen » moyen le conduit soit à s'abstenir, dans l'impossibilité de se faire entendre, soit à jouer les Chaperon Rouge et se jeter dans la gueule du loup par un vote extrémiste. Le minimum de conscience politique oblige alors à voter quand même, non pas « pour » une politique mais « contre » le pire. Ce sera de toute façon considéré comme une preuve manifeste de soutien pour le vainqueur de ces joutes biaisées, qui sera jusqu'à la prochaine fois « l'élu du peuple ». C'est à dire que c'est lui qui pourra, sous réserve de bien servir les intérêts maffieux qui le soutiennent, profiter pleinement des avantages de toutes natures que lui confère sa position. Philippe Carrese le fait dire crûment à son « z'élû » :

*« - On est tous dans le même sac, Rossi... On est tous dans la boue à patauger... Et tu crois qu'en flinguant les plus rascleux, ça va arranger les choses ? Mais tu es nigaud à ce point, Rossi ? Et pourquoi tu crois qu'on s'accroche tous comme des esques, à cette putain de mairie..., tu vois pas que tout le monde rêve de se gaver sur le dos des autres contribuables, il faudrait être taré pour ne pas en profiter... »*

Démocratie ? Ce n'est en tout cas pas ainsi qu'on voudrait nous la faire percevoir, mais encore faudrait-il nous montrer dans la pratique que nous avons tort... Dans ces conditions, que valent les déclarations politiques qui parlent de solutions, de refondation, de bon sens, dans le cadre tel qu'il est ? On peut toujours imaginer un processus « raisonnable » qui fournirait une alternative crédible « s'il était mis en œuvre ». Et par quelle bonne volonté ? Quelle mafia décidera demain matin de renoncer à ses intérêts pour « sauver l'humanité » ? On peut avancer des scénarios pour développer l'emploi, la formation, augmenter les salaires, « la croissance réelle et s'opposer à la domination américaine ». On peut parler de taxer les mouvements spéculatifs de capitaux, renforcer la fiscalité sur les très hauts revenus et, pourquoi pas, rêver une Europe des peuples entravée dans ses Etats-nations... Le bêtisier politique du bon vouloir est très riche d'idées généreuses et qui pourraient être légalisables. En attendant, il obscurcit les perspectives d'avenir, donne l'impression d'une situation inextricable, désespérée, encourage l'abandon ou l'extrémisme, toutes choses qui renforcent les maffias dans leur domination. L'individualisme « conquérant » libère les énergies, élargit les frontières du possible, paraît-il. La seule évidence dans tout cela, c'est la destruction des sociétés par la déculturation et la misère qui, paraît-il, rendent urgente la définition d'un nouveau contrat social. Si ce n'est pas de la langue de bois... Le seul souci quotidien de ceux qui détiennent le pouvoir, c'est de le conserver. A ce titre, on peut remarquer en France le développement sans précédent d'une démagogie effrénée que rend possible la « cohabitation ». Il s'agit d'apparaître plus populaire, plus attentif que le concurrent et il existe pour cela une pratique très simple. Il suffit de proposer des réformes inacceptables pour le libéralisme économique, sachant très bien que la partie adverse les stoppera à temps à l'Assemblée, au Sénat, au Conseil constitutionnel...

L'avenir n'est décidément pas dans les structures étatiques périmées. Même si un trop grand nombre de bonnes volontés militantes tente avec acharnement d'appliquer la fameuse maxime : « A partir de maintenant, il faut que ça change : on va faire comme avant ! », l'avenir est à construire sur d'autres bases. Il est à inventer, ce qui n'a rien à voir avec « prendre des initiatives ». C'est en somme une tâche exaltante, à condition d'admettre que tout est à remettre en question, et soi-même en premier lieu. Les cadres d'intervention pertinente sont totalement différents et il est devenu urgent de raisonner en termes de régions et d'Europe, pour ce qui nous concerne, d'autant que la prévisible crise de l'Europe, telle qu'on nous la construit, devient notre quotidien.

**Régions, pourquoi ?** L'activité maffieuse s'est toujours nourrie de

« l'omerta », la loi du silence, c'est à dire, en pratique, la passivité individuelle achetée au prix de micro avantages réels ou imaginaires dispensés comme « à titre individuel », maintenue par la menace à partir du moment où l'on peut faire croire à quelqu'un qu'il s'est mis dans une situation d'illégalité du seul fait d'avoir accepté ces avantages. C'est par excellence une abolition de responsabilité par l'isolement individuel. La seule façon d'y remédier est la réinsertion de l'individu dans sa société, le retour à son sens de la responsabilité, la possibilité qui lui est fournie d'exercer une activité citoyenne. Cela est impossible à envisager dans un système trop large, où il devient nécessaire de déléguer des « pouvoirs citoyens » qui sont automatiquement illusoires du fait de la distanciation quand ce n'est pas tout simplement de l'ignorance. La seule solution envisageable est la redynamisation de l'individu responsable sur une aire géographique qui permette un contact, donc un avis circonstancié, permanent. Soyons un instant schématiques : envisager cette responsabilité au niveau mondial, c'est au moins croire en Dieu ; l'envisager seulement dans l'espace clos d'une famille, c'est se condamner à l'asphyxie. Pour être plus raisonnable, disons que l'espace d'une région est de loin le plus naturel. D'autant qu'une région, c'est une dynamique et une homogénéité culturelle fondamentalement indispensables à l'expression individuelle. C'est là qu'apparaît avec toute son évidence le lien étroit qui existe entre culture et politique au sens noble. Tout problème est régional et peut être résolu à ce niveau par des compétences effectives, qui se peuvent forger dans la pratique. Alors qu'une solution « parachutée », aussi légale qu'elle soit, est arbitraire, ne serait-ce que parce qu'elle verrouille le jeu de la responsabilité citoyenne.

Ecrire de tels propos dans la langue de la république française une et indivisible, c'est s'exposer aux foudres convergentes des trop nombreux « souverainistes » réactionnaires, agressifs, qui s'épanouissent en ce moment où il est urgent que rien ne bouge, que le centralisme continue à dessécher le fruit sec qu'a produit le monolithisme mortifère né de la « *maladie de la gauche folle* ». Sur cette épidémie française, j'ai par ailleurs eu l'occasion de m'exprimer et réfute catégoriquement toute accusation de particularisme, d'enfermement. Mon propos est au contraire de souligner l'aspect fondamental que revêt la mise en dignité d'une culture propre, fût-elle minoritaire, pour se connaître soi même et, par-là, tenter de connaître l'autre pour que nous nous enrichissions mutuellement de nos différences. C'est la seule pratique qui préserve de cette insupportable et élitiste « tolérance » : pourquoi en effet tolérer l'autre au lieu de reconnaître simplement qu'il est, autre et mon égal à la fois ? La culture est première et la preuve en est que les menées colonialistes, dominatrices, sont toujours accompagnées d'une infériorisation culturelle. C'est la pratique de l'universalisme européen qui a conduit à massacrer tant de gens sous le prétexte insensé de leur apporter la civilisation... Il se trouvera certainement un esprit bien intentionné pour me parler de la déliquescence sociale en termes de sécurité, ce qui donne l'occasion de mettre certaines choses au point. Il existe actuellement des Etats qui s'arrogent le monopole de la violence « légale », en échange d'un produit qu'ils appellent « sécurité » et dont l'effet est trop souvent à l'inverse des intentions affichées. Cela parce que l'Etat ne se donne pas les moyens d'une politique qui garantirait la sécurité, n'ayant pas la possibilité de le faire, et au contraire aggrave toujours plus l'insécurité par sa soumission à des intérêts qui ne tiennent aucun compte de l'Homme. Ces intérêts aggravent les inégalités et par conséquent la violence. Ceux qui en ont les moyens sont des consommateurs qui font des choix : ils payent ce qu'il faut pour s'assurer une certaine sécurité dans les domaines qui les intéressent, créant ainsi un marché : cette logique marchande est l'un des ferments les plus évidents de l'insécurité. Voilà un exemple de plus (mais ils ne manquent pas...) de l'effet négatif des structures légales malheureusement encore en vigueur. Décidément, l'autorité, le pouvoir, n'est pas la sécurité et il est de loin préférable de favoriser globalement une vie sociale que d'augmenter sans résultat les effectifs d'une « police de proximité ». D'où encore une fois, l'importance de la culture et de la responsabilité individuelle qui va avec.

**Europe, pourquoi ?** Ou en premier lieu, que fait-on avec toutes ces régions autonomes ? Des ghettos dans lesquels la population ethniquement pure tire sur

tout ce qui approche ? C'est vrai que c'est ce que produisent les actuels Etats-nations qui, pour des motifs maffieux, maintiennent en état de dépendance humiliante leurs minorités et au besoin jouent les unes contre les autres. Il n'y a pas de problème des minorités autre que celui de les dominer au sens colonial. L'Europe avance, c'est inéluctable, sur le plan de l'intégration de ses Etats, sur le plan de la perte de souveraineté diront certains. C'est une évolution qui est voulue par le libéralisme et souhaitée par les peuples. Pour le moment, il faut bien reconnaître que seul le libéralisme économique a droit au chapitre et c'est le motif de la crise actuelle, prévisible depuis le début. Pour forcer le marché, on crée une monnaie unique, l'Euro. Ce que l'Euro a de plus caractéristique jusqu'à maintenant, c'est d'exister comme moyen boursier sans contrepartie pratique : ce n'est pas encore une monnaie d'échange pour le citoyen. L'antique jeu des rivalités nationalistes, passe-temps favori de tant de Français, freine une union politique décisionnelle à tel point que la Banque centrale européenne n'est de fait chargée d'aucun rôle autre que celui de régulation de la hausse des prix, car l'inflation, dans une certaine mesure, joue la consommation contre l'accumulation. Peu de moyens pour cette régulation, si ce n'est la vieille ficelle des taux d'intérêts. Ainsi, dans la folie boursière mondialiste, l'Europe tient un rôle pas plus médiocre qu'un autre : globalement son économie est orientée à la croissance, ce qui autorise des bulletins de victoire de la part de gouvernements qui s'empressent de se faire de la publicité avant que le vent ne tourne. Mais la disjonction entre l'économie et la vie de chacun est telle qu'en même temps, comme partout, tout va toujours plus mal. C'est à ce niveau que les souverainistes produisent les effets les plus pervers. Leur action pour sauvegarder une forme structurelle née au XVIIIème siècle incite les « milieux boursiers » à la méfiance, d'où la chute continue de l'Euro, le marasme allant grandissant.

Certes, il ne faut pas tirer de cela la conclusion qu'il ne reste qu'à se mettre à la remorque de la finance mondiale, dont les exigences n'ont pas de limite prévisible. Mais il est certain que l'Europe n'acquerra une certaine autonomie, une certaine dynamique que le jour où elle se montrera capable d'élaborer un projet politique propre. Jusque là, c'est le cercle vicieux : l'Europe va mal parce qu'on n'en veut pas et on ne veut pas de l'Europe parce qu'elle va mal... Cependant, qui dit projet politique dit culture, à moins de n'admettre qu'une possibilité pour toujours : le règne des « décideurs ». Il existe une civilisation européenne, par la proximité des cultures dont elle vit, par une histoire commune, même si c'est celle de trop fréquents déchirements sanglants. **L'Europe peut être le cadre fédérateur de ses régions autonomes.** Tout reste à inventer pour faire vivre le moins mal possible une fédération horizontale dont les instances dirigeantes ne soient jamais hors de portée de l'analyse et du jugement de ses citoyens. C'est le cauchemar quotidien de ses souverainistes, dont les plus pragmatiques commencent à parler de fédération, mais attention : on fédérerait non pas des entités autonomes, mais des Etats, c'est à dire des pouvoirs et l'on sauvegarderait ainsi les mafias au prix minime, de leur réorganisation. On déplacerait le problème en éloignant encore un peu plus du citoyen les instances de décision. Certes, la bourse reprendrait confiance, l'Euro serait enfin à la hausse, tout demeurerait au plus mal dans le pire des mondes.

Tout cela est parfaitement utopique, n'est-ce pas ? Et si l'utopie était plutôt dans l'illusion qui consiste à vouloir que tout demeure comme au siècle dernier, alors qu'en quelques décennies tout a changé ? S'orienter vers des sociétés régionales autonomes ne peut qu'apparaître insensé à la plupart des Français, nourris qu'ils sont de mépris et de verticalité. Pourtant, c'est là que réside la dynamique capable de remettre sur pied la vie sociale. Les contraintes légales ne sont que des œillères imposées pour éviter de dévier du chemin obligatoire, la loi n'est pas faite contre les puissants, mais bien pour leur profit. Il n'est pas question de prôner l'illégalité telle qu'ils l'entendent, c'est à dire comme atteinte directe à leurs intérêts. C'est une pente savonnée qui aboutit dans les fosses de l'Humanité. Mais il n'est que temps de prendre conscience de la force de la légitimité lorsque c'est un sentiment partagé. Cette légitimité, pour n'être point celle d'un quarteron de candidats à la dictature, se doit de naître d'une connivence sociale, donc d'une culture épanouie. Certes, le chemin est long, le travail ardu. Il faut se

réappropriier la dignité humaine, réapprendre à raisonner autrement qu'à la courte vue d'un intérêt personnel immédiat. Il faut réapprendre à apprendre, favoriser toutes les actions associatives et, en priorité celle d'enseignement, non pas de l'ordre établi mais bien de la vie, de la culture. La situation est trop préoccupante pour qu'on puisse faire l'économie d'une réflexion en ce sens, surtout si c'est au prétexte de conservation d'un acquis déjà disparu... L'évolution des mentalités, au contraire de la force, est seule capable de mettre à bas tous les murs de Berlin sans bain de sang.

Jean-Claude LATIL, mai 2000